

DEBAT

Thierry de MONTBRIAL, Président et fondateur de la World Policy Conference

Merci Jean-David pour cet exposé très complet. Nous avons à peu près une vingtaine de minutes devant nous. Je voulais ouvrir la discussion. Cela fait tout de même deux années qu'il y a eu une série de rendez-vous, d'espoirs, d'annonces et finalement d'échecs. Je voudrais te poser la question suivante : que pourrait-il y avoir comme grain de sable dans l'arrangement des derniers jours ? Par exemple, tu dis qu'au bout d'un certain nombre de ratifications, il y aurait un mécanisme qui pourrait permettre, etc. Mais peut-on envisager qu'un pays important, un pays clé, ne ratifie pas ? Est-ce un véritable risque ? Ma seconde question est liée à celle-ci. J'ai été tellement absorbé depuis deux jours que je n'ai pas suivi la presse, etc. Je ne sais pas s'il y a déjà des effets, des premières indications, des réactions des marchés. Est-ce qu'à la fois sur le fond des décisions qui ont été prises, et par rapport à la question que je viens de poser, ces décisions de ces derniers jours apparaissent ou sont perçues comme crédibles ?

Jean-David LEVITTE, Conseiller diplomatique et sherpa du Président Nicolas Sarkozy

Je crois que oui pour une raison simple, nous avons tous la conviction que si nous ne mettons pas en œuvre ce qui a été décidé, ça sera la fin de l'Euro. Comme personne ne souhaite la fin de l'Euro dans la zone Euro, il y a une pression extrêmement forte qui s'exerce sur les Parlements nationaux, sur les peuples, pour mettre en œuvre ce qui a été décidé. Thierry sans le dire pensait à la France.

Thierry de MONTBRIAL, Président et fondateur de la World Policy Conference

Pas forcément.

Jean-David LEVITTE, Conseiller diplomatique et sherpa du Président Nicolas Sarkozy

Pas forcément. Je ne veux pas parler au nom de l'Allemagne naturellement, mais je n'ai aucun doute. Pourquoi ? Parce que ce que nous avons adopté comme décision, c'est la règle d'or. Elle existe déjà en Allemagne, il faut qu'on l'adopte en France. La règle d'or, ce sont des règles très strictes de gestion avec un déficit budgétaire très limité, etc. La France doit l'adopter, comme les dix-sept pays de l'Euro et autour devront l'adopter dans leur législation nationale, si possible au niveau constitutionnel. La transposition de cette règle d'or dans les législations nationales se fera sous le contrôle de la Cour Européenne de Justice. C'est une décision très forte. Au-delà, nous avons adopté bien d'autres mesures. Par exemple, quand un déficit budgétaire sera au-delà de 3 % du PIB, la décision qu'il y aura sera la suivante : la Commission portera un regard immédiat et il y aura la possibilité de sanctions, et ces sanctions, qui peuvent être graduées, ne pourront être annulées que s'il y a une majorité qualifiée très forte pour le décider. C'est un exemple parmi d'autres, mais ce sont des décisions qui vont très loin dans la discipline collective. Chacun est bien conscient en Europe que c'est absolument indispensable si nous voulons organiser cette convergence de nos économies.



Thierry de MONTBRIAL, Président et fondateur de la World Policy Conference

Malgré tout, je le pense en effet puisque nous avons une campagne électorale qui est déjà engagée. La ratification doit avoir lieu avant le mois de mars si j'ai bien compris.

Jean-David LEVITTE, Conseiller diplomatique et sherpa du Président Nicolas Sarkozy

Non. Le traité va être négocié jusqu'au mois de mars parce que c'est un gros travail de mise en forme, de choix des instruments juridiques qui vont porter chacune de ces décisions, et tout cela constituera le traité. Une fois que le traité sera prêt, chaque pays aura à le ratifier. Compte tenu du fait que nous serons en fin de campagne électorale, il appartiendra naturellement au Président élu et au Parlement élu, en fin avril début mai pour le Président, et en juin pour le Parlement, d'adopter les mesures de ratifications nécessaires.

Thierry de MONTBRIAL, Président et fondateur de la World Policy Conference

Merci. Il serait intéressant de voir comment les marchés réagissent par rapport à ce qui peut être perçu comme une petite incertitude.

Jacob FRENKEL, Président de JPMorgan Chase International, ancien Gouverneur de la Banque d'Israël

Merci beaucoup pour ce rapport extrêmement utile et riche en informations. J'ai deux questions brèves à vous poser, l'une sur un point d'histoire et l'autre sur l'avenir. De manière fort intéressante, vous avez expliqué l'absence d'une clause de sortie de la zone euro par le contexte dans lequel cette zone a été lancée. Est-il exact que lorsque le premier ministre Papandréou a laissé entendre qu'il devrait peut-être organiser un référendum on lui a répondu que le véritable enjeu du référendum serait le maintien ou non de la Grèce dans la zone euro ? Si tel est bien le cas, ne s'agit-il pas de la première fois qu'une clause de sortie ait été introduite ?

Ma seconde question est de nature plus spéculative et porte sur l'avenir du secteur financier sur un horizon de dix ans. À présent, aux États-Unis, le secteur industriel est surtout financé par les marchés de capitaux plutôt que par les banques. En Europe, c'est l'inverse. Par ailleurs, dans le secteur bancaire les régulateurs exigent des banques qu'elles se désendettent et qu'elles renforcent leurs fonds propres. Voyez-vous une convergence de ces tendances de part et d'autre de l'Atlantique ?

Jean-David LEVITTE, Conseiller diplomatique et sherpa du Président Nicolas Sarkozy

Je voudrais revenir d'un mot sur Cannes et le Sommet du G20, d'abord pour nos partenaires du G20 qui sont dans cette salle et qui ont assisté à un Sommet qui était certes utile, mais un peu trop envahi par les problèmes de la zone Euro. Pourquoi ? Parce qu'à la veille de ce Sommet, vous avez en effet raison de le rappeler, le Premier Ministre grec de l'Époque avait annoncé, à la surprise générale y compris de son pays, son intention d'organiser un référendum sur le plan d'aide, mais un plan d'aide conditionnel de l'Union Européenne à son pays. Nous l'avons invité à venir à Cannes pour bien clarifier les choses. Naturellement, organiser un référendum est la façon la plus démocratique de décider une affaire importante. Mais nous lui avons dit qu'il devait être très clair pour nous que la question posée au peuple grec devait être simple : « Voulez-vous ou non rester dans la zone Euro ? » C'était ça la seule question parce qu'il fallait bien clarifier les choses.



S'il y avait de l'incertitude, et aussi longtemps qu'il y aurait de l'incertitude sur la volonté du peuple grec, les partenaires européens ne verseraient pas l'aide attendue. Nous ne pouvons pas verser des milliards et des milliards d'euros à fonds perdus sans avoir à quoi ira cet argent. Nous avons indiqué très clairement que nous étions prêts à continuer, aussi longtemps qu'il le faudrait, à financer le plan de sauvetage de l'économie grecque, à l'aider à revenir sur les bons rails, mais à condition que le peuple grec, s'il était amené à se prononcer, se prononce sur la seule vraie question : « Êtes-vous prêts à rester dans l'Euro ou non ? » Comme je le disais tout à l'heure, il n'y a pas en réalité de voie de sortie de l'Euro pour la raison historique que je mentionnais. En réalité, la question posée était : « Voulez-vous rester dans l'Union Européenne en restant dans l'Euro ou non ? »

Ça a été un moment assez dramatique je dois dire, où le Premier Ministre Papandréou et son Ministre de l'économie de l'époque Venizélos ont pris conscience du fait que nous étions partenaires et que nous n'étions pas prêts à assumer les charges sans que la Grèce fasse sa part du chemin dans la clarté. Comme vous le savez, le Premier Ministre Papandréou est revenu en Grèce et la décision a été prise sagement de ne pas avoir ce référendum parce que l'immense majorité du peuple grec a la volonté évidente de rester dans l'Euro. Le coût d'une sortie de l'Euro, pour la Grèce, mais aussi pour tout autre pays européen, serait absolument dévastateur. Ça a favorisé une prise de conscience et l'arrivée d'un nouveau gouvernement, dirigé par un économiste de grande réputation, Lucas Papademos, qui a adopté un programme très courageux que nous sommes déterminés à soutenir aussi fort et aussi longtemps qu'il le faudra pour que la Grèce nous rejoigne sur le chemin du succès.

Sur les banques, je n'ai pas votre compétence pour vous répondre. Il y a deux modèles en effet de financement de l'économie réelle. J'ai le souvenir de Lehman Brothers, je ne suis pas sûr que ça soit un bon souvenir, mais il y a d'autres souvenirs aussi ailleurs. Je ne suis pas sûr qu'il y ait un système qui soit meilleur qu'un autre. En tout cas, ce que je comprends des décisions qui ont été prises, c'est que nous voulons recapitaliser les banques à la hauteur qui a été indiquée il y a deux jours par la BEI. Nous allons le faire. Chaque pays va le faire. Chaque banque va le faire. Les institutions européennes estiment qu'une fois que cela sera fait, les banques seront en bonne condition pour continuer leur rôle traditionnel dans l'économie européenne. Encore une fois, je n'ai pas compétence pour dire si notre utilisation des banques est excessive ou pas. Ça a bien marché jusqu'à présent et la crise du système bancaire mondial n'est pas propre à l'Europe. Elle a commencé aux États-Unis. Elle s'est répandue à travers le monde entier et nous avons pris la décision pour régler les problèmes du système bancaire en Europe.

Jim HOAGLAND, Associate Editor, Chief Foreign Correspondent of the *Washington Post*

Comme toujours, vous avez été tout à fait convaincant. Nous vous devons le terme que nous recherchions, à savoir 'Europe Plus', et vous avez souligné la nature de la discipline collective qui a été ajoutée grâce à Europe Plus, et qui marche très bien pour l'Allemagne. Parlez-nous de la difficulté qu'éprouve la France à renoncer à un peu plus de sa souveraineté dans le cadre de la création d'Europe Plus.

Deuxièmement, vous avez dit à deux ou trois reprises que la situation fiscale et budgétaire des États-Unis n'était guère brillante. Quel rôle ont joué les États-Unis dans cette crise de l'euro ? Comment jugez-vous le rôle joué par le gouvernement américain, notamment eu égard au manque de crédibilité des États-Unis dans ce domaine, comme vous l'avez dit ?

Jean-David LEVITTE, Conseiller diplomatique et sherpa du Président Nicolas Sarkozy

Sur la souveraineté, comme je l'ai dit, nous avons décidé, en créant l'Europe, d'engager une aventure sans précédent de souveraineté partagée. Les États n'aiment pas partager leur souveraineté. Je vois devant moi Madame Fu Ying ou Lourdes Aranda. Si on demandait à la Chine ou au Mexique de partager leur souveraineté avec le Japon ou les États-Unis par exemple, je crois que ça serait difficile à envisager. Or, c'est ce que nous faisons en Europe depuis 50 ans. Nous le faisons sur une base volontaire par le choix démocratiquement exprimé de tous nos peuples élections après élections. Personne n'est obligé, et le Royaume-Uni comme je le disais, a choisi un *opt-out* pour ne pas être dans

l'Euro. Le Danemark a fait pareil. Mais une fois qu'on a choisi ce chemin, il faut aller jusqu'au bout. Nous avons décidé en créant l'Euro de partager ce qui est le symbole même de la souveraineté d'un État, c'est-à-dire la monnaie.

Quand vous avez une monnaie partagée et que vous avez abandonné votre souveraineté monétaire, le reste est relativement facile. Autrement dit, organiser une convergence fiscale, c'est-à-dire progressivement décider que l'impôt sur les sociétés aura le même taux, la même assiette dans les pays de la zone Euro, c'est à tout prendre moins difficile que de prendre la décision d'abandonner le Deutsche Mark ou le Franc. Même chose pour la discipline budgétaire. La discipline budgétaire est la conséquence naturelle de l'existence de l'Euro. On ne peut pas longtemps avoir des budgets qui divergent massivement. Sinon, on a des pertes de compétitivité et au bout de la route, on fait exploser la zone Euro. Tout ça est bien compris maintenant puisque nous avons négocié en franco-allemand entre l'Allemagne et la France

Puis nous avons proposé, dans une lettre à tous nos partenaires, tout ce que je vous ai décrit, et toutes les propositions de la lettre franco-allemande se retrouvent dans les décisions des dix-sept +. Mais curieusement, ces décisions n'ont pas été trop difficiles à prendre en termes de souveraineté. Elles ont été plus difficiles à prendre en termes de différences culturelles. C'est vrai en particulier entre l'Allemagne et la France. Nous sommes deux pôles opposés de la construction européenne. Nous n'avons pas seulement deux cultures et deux langues différentes, nous avons des traditions juridiques différentes. Nous avons des enseignements différents. C'est ce rapprochement franco-allemand qui, le plus souvent, permet de trouver un compromis à l'échelle de l'Europe tout entière. Parce que quand les deux pôles opposés sont arrivés à un compromis raisonnable, il y a de l'espoir pour qu'on y arrive à dix-sept ou à vingt-sept.

C'est vrai de dire que nos partenaires européens n'aiment pas trop le moteur franco-allemand de l'Europe, mais quand le moteur est en panne, nous sommes encore plus critiqués parce que nous paralysons l'Europe. À tout prendre, dans la circonstance actuelle, je crois que les pays de la zone Euro et, au-delà, tous ceux qui veulent accompagner ce mouvement vers l'intégration, vers la convergence, étaient très heureux de pouvoir le faire et commencer les travaux, il y a deux nuits, sur la base des propositions franco-allemandes. Quant au rôle des États-Unis, depuis le début il a été très utile et très positif. Très utile, comme d'autres gouvernements qui ont exprimé avec beaucoup de force leurs préoccupations en disant : « *Mais attention, vous les amis de la zone Euro, vous n'êtes pas seuls. Ce que vous faites, ou plutôt ce que vous ne faites pas ou pas assez vite, a des conséquences pour le monde entier parce que vous représentez 30 % de l'économie mondiale* ».

Deuxièmement, les États-Unis ont apporté leur contribution à la réflexion. Lorsque nous avons eu des réunions à Cannes en marge du G20, le Président Obama, à la demande du Président Sarkozy, a participé à deux ou trois sessions restreintes. Pourquoi ? Parce qu'il n'y a pas de solution miracle, nous n'avons pas le monopole de la solution. Mais surtout parce que nous ne pensons pas que la zone Euro doit travailler seule dans son coin. C'est un des sujets qui ont été évoqués à Cannes. Nous souhaitons que le Fonds Monétaire International puisse jouer son rôle et, qui dit Fonds Monétaire dit naturellement contribution de pays autres qu'europeens. Une des décisions que nous avons prises est de regarder si nous pourrions ajouter 200 milliards d'euros aux ressources du Fonds Monétaire Européen pour l'aider à faire face, mais nous souhaitons que d'autres encore apportent leur contribution.

Nous savons que, si c'est peut-être difficile en ce moment pour les États-Unis du fait du congrès, d'autres pays sont intéressés à participer. Je pense à la Chine, au Japon, à la Corée et à d'autres peut-être. Or, pour ces pays-là, il est évident que cette participation ne doit pas se faire directement auprès de la zone Euro, elle doit se faire tout naturellement à travers le Fonds Monétaire International. Je dois dire que pour nous Européens qui avons eu l'occasion dans le passé de venir, à travers le Fonds Monétaire International, à la rescousse pendant la crise asiatique ou pendant la crise dans des pays d'Amérique Latine, etc., c'est un retour de l'histoire qui n'est pas amer, qui est normal. Chacun éprouve des difficultés à son tour, et nous avons la conviction qu'en sauvant la zone Euro nous aiderons l'économie mondiale à retrouver le chemin d'une croissance plus rapide.

Thierry de MONTBRIAL, Président et fondateur de la World Policy Conference

Merci Jean-David. Nous avons déjà dépassé un peu le temps. Nous allons le dépasser encore un tout petit peu, mais pas trop. Je voudrais, à ce stade, souligner le lien entre la discussion que nous sommes en train d'avoir et la table ronde qui suit. J'ai voulu faire une table ronde intitulée : « L'Europe comme laboratoire de gouvernance mondiale », c'est-à-dire cette idée que Jean-David a rappelée de souveraineté partagée, et partagée sur des bases volontaires. Comme il l'a dit, c'est quelque chose d'extraordinaire sur le plan historique. C'est vraiment le sujet de la table ronde suivante. Il y aura le Président Ilves, Président de la République d'Estonie, et les trois autres personnalités qui interviendront sont extérieures à l'Union Européenne pour, justement, discuter de cette idée follement ambitieuse de souveraineté partagée. Ceci pour faire le lien.

Thierry de MONTBRIAL, Président et fondateur de la World Policy Conference

Deux questions et je suis désolé, il y a maintenant toutes sortes de mains qui se lèvent, mais je serai malheureusement obligé de limiter. Je vais prendre quand même une main allemande ou franco-allemande avec Hans Stark. Je vois six mains qui se lèvent. Je vais prendre François Bujon de l'Estang qui l'a levée assez rapidement avec Reginald Bartholomew et j'arrête.

Hans STARK, Secrétaire général du Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) à l'Ifri

Merci beaucoup. Très rapidement, Monsieur Lévitte, vous avez beaucoup parlé de la stabilité. Qu'en est-il maintenant de la solidarité ? Comment va-t-elle s'exprimer pour les trois mois qui viennent parce que c'est assez crucial bien sûr et même au-delà des trois mois, mais malgré tout à court terme ? Y a-t-il un consensus maintenant entre les dix-sept, et notamment du côté franco-allemand, sur une solidarité qui irait au-delà de la recapitalisation des banques par le biais de la BCE ?

Thierry de MONTBRIAL, Président et fondateur de la World Policy Conference

Si tu permets, je vais prendre les trois questions. Comme ça, tu répondras globalement.

François BUJON de l'ESTANG, Senior International Adviser et membre du European Advisory Board de Citi

Jean-David, merci beaucoup d'un propos extrêmement clair et à chaud. Il est tout à fait évident que la session du Conseil européen qui vient de se tenir a une importance capitale, ne fût-ce que parce qu'elle concrétise l'existence d'une Europe à deux vitesses. Le lien se distend en effet, ou en tout cas le fossé se creuse, entre les dix-sept membres de l'Euro zone et les dix pays de l'Union Européenne qui n'en sont pas membres. Mais, compte tenu de ce que tu nous as expliqué et du fait que les chefs d'État ont choisi de façon très opportune et intelligente l'idée de mettre en œuvre le nouveau traité sans attendre la totalité des ratifications par les dix-sept, n'existe-t-il pas un risque que l'on termine à terme avec une Europe à trois vitesses ? C'est-à-dire les dix non-membres de la zone Euro, le noyau dur qui aura ratifié et mis en œuvre le système, y compris toutes les mesures qui ont été prises pour tenir les marchés, si j'ose dire, en respect, et quelques pays de l'Euro zone qui auraient des difficultés avec la ratification, qui n'y parviendraient pas ou qui finalement deviendraient des espèces de citoyens de deuxième classe de l'Euro zone ? Ce qui a été dit à



Cannes à Monsieur Papandréou, et que tu as rappelé, valait bien entendu pour une crise à chaud. Mais sur une période plus longue et plus incertaine, ne risquons-nous pas à terme de finir à trois vitesses ?

Thierry de MONTBRIAL, Président et fondateur de la World Policy Conference

François, on retrouve là d'ailleurs tout le débat du début des années 90 après la chute de l'Union Soviétique et les conséquences d'un élargissement peut-être un peu trop rapide de l'Union Européenne. Je vais prendre Réginald Bartholomew et on me signale une éminente journaliste de Reuters dont j'ignore le nom, mais qui est forcément éminente.

Reginald BARTHOLOMEW, Ancien Président de Merill Lynch Investment Banking Italy

Pour commencer, il convient de préciser que je suis américain et donc susceptible d'être mal compris en termes d'attitude envers l'Union européenne. Cela dit, pour ma part, j'ai passé près de 25 années de ma vie en Europe, d'abord en tant qu'Ambassadeur des États-Unis auprès de l'Espagne, de l'OTAN et de l'Italie, puis en tant que banquier d'affaires. Ce qui aggrave mon cas, c'est que j'ai épousé une Française et que deux parmi mes quatre enfants sont nés à Paris. On peut donc m'accuser d'avoir de nombreux préjugés, mais certainement pas celui d'être anti-Européen !

Voici ce qui me préoccupe. Quel rôle joue le peuple ? Où est le peuple ? Ce sont les Européens eux-mêmes qui parlent du 'déficit démocratique' de l'Europe. Ce sont les Européens eux-mêmes, et non pas les Américains, qui font valoir que depuis les premières élections au parlement européen en 1979 le taux de participation est passé d'environ 65% en 1979 à 40% aujourd'hui. Lorsque j'étais en poste à l'ambassade des États-Unis entre 1993 et 1997 il était hors de question qu'un brillant jeune espoir de la politique fasse carrière d'abord au parlement européen ou dans une instance européenne. L'Europe vous guette en fin de carrière après avoir réussi votre carrière nationale.

Ce qui m'amène à poser la question de la place du peuple dans tout cela ? D'après ce que j'ai compris, vous avez créé une brèche dans deux des symboles de la souveraineté nationale : d'abord dans la politique étrangère, prérogative que chaque pays européen a jalousement protégé jusqu'à maintenant ; ensuite, dans la politique budgétaire et fiscale et la maîtrise des dépenses publiques.

Que va-t-il se passer désormais ? Un parlement vote le budget national au nom du peuple, rappelons-le. Puis un haut fonctionnaire européen qui ne représente pas le peuple ordonne des amendements au budget et aux décisions prises dans le cadre de la politique nationale appuyés par la menace d'un recours à une cour européenne. Ce n'est pas faire preuve d'hostilité à l'égard de l'Europe que de demander une clarification à ce sujet.

Thierry de MONTBRIAL, Président et fondateur de la World Policy Conference

Merci Réginald. Prenons une dernière question.

Une journaliste de l'agence Reuters

Monsieur Levitte, je voulais vous demander si vous pensez que le Sommet de ces derniers jours a abîmé, peut-être, les relations entre l'Angleterre et la France, et l'Angleterre et les autres pays européens ? Merci.

Thierry de MONTBRIAL, Président et fondateur de la World Policy Conference

On arrête les questions malheureusement et Jean-David Lévitte va répondre et conclure en même temps.

Jean-David LEVITTE, Conseiller diplomatique et sherpa du Président Nicolas Sarkozy

D'abord, la question de la solidarité. Où est la solidarité ? La solidarité s'incarne aujourd'hui dans le Fonds Européen de stabilité financière qui est destiné à venir en aide aux pays qui en ont besoin, et que nous sommes en train de mettre en place. Ce fonds provisoire devait être remplacé par un mécanisme européen de stabilité définitif en 2013. Nous avons, lors du Conseil européen, décidé d'avancer à juillet 2012 la mise en œuvre de ce mécanisme européen de stabilité. C'est-à-dire que toutes les ratifications devront être terminées et, pour être sûr qu'il ne sera pas bloqué par telle ou telle difficulté dans tel ou tel pays, nous avons décidé qu'en cas d'urgence, les décisions d'octroi d'aide aux pays qui en ont besoin pourront être décidées à une majorité de 85 % des droits de vote. On aura plus rapidement que prévu un mécanisme d'aide définitif avec 500 milliards d'euros de capital et des règles d'adoption des décisions qui éviteront la paralysie et un veto de tel ou tel pays.

Deuxième question, l'Europe à deux ou à trois vitesses. En réalité, ce qui m'a frappé dans l'évolution des discussions dans la nuit de jeudi à vendredi, c'est qu'au départ le Royaume-Uni avait des soutiens, mais plus à l'arrivée. Dans le fond, ce que nous appelons l'Euro +, c'est-à-dire les dix-sept + tous ceux qui veulent rejoindre, s'est révélé être la totalité des autres avec des nuances. Nous avons tout de suite engrangé le soutien, par exemple, d'un pays qui n'est pas dans l'Euro (le Danemark), mais qui a dit : « *Nous resterons en dehors de l'Euro, mais nous sommes pour une intégration croissante des économies, plus de stabilité, plus de discipline, plus de compétitivité* ». Et puis tous les pays qui veulent rejoindre l'Euro au plus vite, comme la Pologne, ont dit : « *Mais nous, il va de soi qu'on participe* ». Le matin, si je me souviens bien, il y avait un pays qui avait dit : « *Nous, nous restons avec le Royaume-Uni* ». C'était la Hongrie.

Et puis, ils ont changé d'avis dans la matinée, avant la fin du Conseil européen. Il ne nous reste plus que la République Tchèque et la Suède qui doivent consulter leur Parlement pour savoir s'ils nous rejoignent. Nous risquons d'être vingt-six en réalité, et le Royaume-Uni reste en dehors de cette intégration croissante accélérée de nos économies. La question de François Bujon de l'Estang porte sur l'intérieur de la zone Euro, c'est-à-dire est-ce que les pays qui ont du mal à suivre vont pouvoir rattraper ? C'est ça dans le fond la question. Je crois que la réponse est positive. D'abord, parce que nous sommes déterminés, maintenant que les Grecs ont fait leur choix, à leur apporter toute l'aide nécessaire pour qu'ils réussissent. Deuxièmement, parce qu'il y a d'autres pays qui sont passés par des périodes difficiles. Nous avons aidé massivement l'Irlande. Tout le monde reconnaît qu'aujourd'hui c'est un succès, et plus personne d'ailleurs ne parle de difficultés de l'Irlande. Quand on regarde les *spreads* de l'Irlande, ils sont revenus à un niveau classiquement normal.

Il y a enfin l'Espagne, le Portugal et l'Italie, et ces trois pays se sont dotés de nouveaux gouvernements. Deux d'entre eux, l'Italie et le Portugal, ont adopté ou sont en train d'adopter des programmes qui sont reconnus par tous comme totalement crédibles, et qui vont dans le sens de cette convergence économique. Il reste l'Espagne qui vient de se doter d'un nouveau gouvernement qui ne sera en place qu'autour de Noël, mais le nouveau Président du Gouvernement est totalement déterminé lui aussi à faire passer des réformes très importantes pour que l'économie espagnole puisse rejoindre le club des économies compétitives. Oui, nous avons reconnu le risque d'un éclatement de la zone Euro par des divergences dans la compétitivité de chacune des économies. Ayant pris cette conscience, nous avons décidé dans chaque pays, et tous ensemble, d'adopter les mesures nécessaires pour organiser la convergence.

Alors, l'avant-dernière question porte sur les peuples et dans le fond sur la démocratie en Europe. C'est vrai que le Parlement Européen n'est pas encore suffisamment reconnu. C'est une institution de plus en plus puissante dans la construction de l'Europe puisque beaucoup de décisions se prennent, comme on dit, en codécision. C'est-à-dire que le Conseil et le Parlement doivent décider. Mais, les citoyens de l'Europe qui votent n'en sont pas encore conscients. Quand on leur demande de voter pour le Parlement Européen, ils ne mesurent pas à quel point c'est important. Je pense qu'avec le temps, les choses seront corrigées. Mais, je voudrais tout de même souligner qu'en démocratie, les

gouvernements sont élus et ne sont pas illégitimes. Quand nos chefs d'État et de gouvernement prennent leurs décisions, ils les prennent au nom de leur peuple, et si les peuples ne sont pas satisfaits, ils l'expriment avec beaucoup de vigueur à l'élection suivante. D'ailleurs, il suffit de regarder ce qui s'est passé au fil des derniers mois pour mesurer à quel point la démocratie en Europe s'exprime vigoureusement.

Enfin, s'agissant des budgets, c'est une question fondamentale. Vous avez raison de mettre le doigt dessus. C'était une des discussions que nous avons eues avec les Allemands. Fallait-il que la Cour Européenne de Justice puisse décider qu'un budget d'une nation européenne n'était pas en conformité avec les engagements pris ? Pour nous, c'était une ligne rouge. C'était impensable. Tout simplement parce qu'un des privilèges fondateurs de la démocratie, c'est que le Parlement vote l'impôt, vote le budget. La Chancelière a donné son accord avec cette analyse, et le rôle de la Cour Européenne de Justice sera limité à vérifier que la transposition de la règle d'or en droit national se fera conformément à ce traité que nous allons négocier. C'est son rôle tout à fait légitime. Mais, ensuite, si la Commission dit : « Il y a un déficit qui va trop loin, au-delà des 3 %, il faut corriger ce qui a été fait », les gouvernements ne pourront changer cette recommandation qu'à une majorité, comme je l'ai dit, renforcée. Ensuite, il faudra naturellement que, dans chaque pays, le budget corrigé soit voté par l'assemblée compétente, l'Assemblée Nationale, le Parlement. Le système démocratique continuera à fonctionner comme auparavant. Simplement, si cette correction de trajectoire n'est pas adoptée par le Parlement, il y aura des pénalités à assumer pour chaque pays. Ce sera son droit, mais il y aura un prix à payer pour cela et ça sera des pénalités que nous aurons à définir dans les négociations qui vont s'ouvrir et qui devront aboutir.

Il y a encore une quatrième question qui est sur l'amitié franco-britannique. Je vous rassure tout de suite, elle est intacte. Nous avons magnifiquement travaillé en Lybie par exemple. Nos deux pays représentent 50 % du total des dépenses de défense de l'Union Européenne. Ça continuera à être une réalité demain. En politique étrangère et en défense, nous marchons la main dans la main. Le Royaume-Uni a choisi de ne pas participer dans le passé à l'Euro, mais aussi à Schengen. Ça ne l'empêche pas de continuer à être un membre de notre Union Européenne. Simplement, c'est vrai que la distance qui existe aujourd'hui, par rapport au cœur de l'Europe, va s'aggraver. Plus on intégrera les économies de la zone Euro et de tous ceux qui veulent nous rejoindre, c'est-à-dire probablement vingt-six, plus le Royaume-Uni se trouvera dans une situation de divergence par rapport à ce cœur de l'Europe de plus en plus intégré. Mais, c'est son choix.

Je conclurai en disant, encore une fois, que je suis sorti de ce long Conseil européen, de cette nuit de travail intense, très optimiste sur l'avenir de l'Europe et l'avenir de la zone Euro. Pas seulement parce qu'il y a eu une prise de conscience lente, mais aujourd'hui totale, de tous les pays concernés, mais parce que, pendant cette nuit de travail, s'est exprimée une volonté unanime extrêmement forte de tout faire pour que l'Euro soit un succès. Nous n'avons tout simplement pas le droit d'échouer.

Thierry de MONTBRIAL, Président et fondateur de la World Policy Conference

Mon cher Jean-David, merci infiniment. Je crois que nous avons tous conscience que cette 4^e réunion de la World Policy Conference se tient à un moment absolument historique. Je pense que même les plus sceptiques qu'il pourrait y avoir dans cette salle auront eu du mal à résister à ton optimisme raisonné. Merci infiniment ! Étant donné l'importance du sujet, j'ai débordé volontairement, mais nous allons passer tout de suite à la table ronde suivante qui est modérée par Charles Kupchan. Je vais inviter sa Sainteté le Patriarche Bartholomée 1^{er} de Constantinople, Monsieur le Président Ilves, de la République d'Estonie, Madame Fu Ying, Vice-ministre des Affaires étrangères de la République Populaire de Chine, et Kemal Dervis, que vous connaissez tous, à bien vouloir monter à cette tribune.